



C'est par leur mobilisation que les retraité·es seront entendu·es

Revalorisation des pensions, abattement des 10 %, refus de l'année de blanche, depuis trois ans, relayés par des « experts complaisants », les gouvernements tentent de porter atteinte au droit à la santé.

Les retraité·es répondent !

Dans une démarche unitaire initiée par le groupe des neuf, en interpellant directement la population par leur mobilisation, le pouvoir a été contraint de reculer.

Même si les cibles évoluent, la stratégie reste identique : réduire drastiquement les dépenses de la Sécurité Sociale que ce soient dans la branche vieillesse notamment en s'attaquant aux pensions de réversion ou dans la branche maladie.

Aujourd'hui, face à une loi de financement de la Protection Sociale qui par ses conséquences remet plus encore en cause le droit à la santé partout, pour toutes et tous, les retraité.es entendent poursuivre l'interpellation de la population et exiger des réponses positives.

La difficulté voire l'impossibilité d'accéder aux services de santé par le double mécanisme de la désertification médicale et de l'augmentation des restes à charges, touchent plus particulièrement la population retraitée.

La volonté affichée de décentraliser les ARS (Agences régionales de santé), d'affecter une part de la CSG aux départements, renforce cette stratégie de désengagement de la Sécurité Sociale et accentuera les fractures et inégalités territoriales.

Dans le cadre particulier de la prise en charge de l'autonomie, par les transferts de charge et face au vieillissement de la population, cette politique préfigure une ouverture encore plus grande au secteur marchand et un risque d'abandon des soins d'une partie de la population.

Si le pouvoir a été contraint de reculer notamment sur l'abattement fiscal de 10 %, sur la revalorisation des pensions, sur l'année blanche, sur les franchises médicales, sur l'ALD (Affection Longue Durée), aussitôt le budget voté, il a remis ces points sur la table. Ce gouvernement entend poursuivre la remise en cause de droit à la santé partout, pour toutes et tous, refuser une véritable revalorisation des pensions de base et complémentaires, dont l'Agirc-Arrco, et accentuer le démantèlement des services publics.

Les organisations signataires, dans le cadre du G9, ont décidé d'une semaine d'action entre le lundi 30 mars et le samedi 4 avril sur les questions de la santé, avec un temps fort le 2 avril, jour d'une demande d'audience au premier ministre.

Les organisations signataires du G8 des Bouches du Rhône appellent les retraité.es à se mobiliser le plus massivement possible dans cette période afin d'exiger des pouvoirs publics des réponses claires à leurs légitimes revendications.

Rendez-vous le 2 avril 2026 à 11h au bas des escaliers de la Gare st Charles à Marseille

Claude MAS	USR CGT13
Josiane DRAGONI	FSU
Roselyne GARCIA	UNIRS/Solidaires13
Yolande BOUCHET	LSR
Corinne VIALLE	FGR FP 13